

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Inrichtende macht benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de directeur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. In afwijking van de artikelen 17 tot 19 van dit decreet, wordt deze Pedagogische beheersraad door de vertegenwoordiger van de Inrichtende macht, of diens afgevaardigde, voorgezeten. De vertegenwoordiger van de Inrichtende macht zendt het verslag aan de Inrichtende macht over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 23. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 2013, met uitzondering van artikel 11, dat op 15 april 2012 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2013.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 455-1. — Commissieamendement, nr. 455-2. — Verslag nr. 455-3. — Vergaderingsamendement, nr. 455-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 maart 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2013/29281]

28 MARS 2013. — Décret modifiant diverses modalités d'épreuves externes prévues par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 8 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, tel que complété par le décret du 7 décembre 2007 et modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La première année du cycle triennal, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise de la lecture et de la production d'écrits pour l'ensemble des élèves de troisième et de cinquième années de l'enseignement primaire. »;

2° Dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La deuxième année du cycle triennal, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise des outils mathématiques de base pour l'ensemble des élèves de troisième et de cinquième années de l'enseignement primaire. »;

3° Le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« La troisième année du cycle triennal, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise de certains des domaines définis à l'article 16, § 3, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre pour l'ensemble des élèves de troisième et de cinquième années de l'enseignement primaire. Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée à l'éducation par la technologie et à l'éducation scientifique ainsi qu'à la structuration du temps et de l'espace et à l'éveil puis à l'initiation à l'histoire et à la géographie ».

4° Dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 5 est abrogé;

5° Dans le paragraphe 2, alinéa 2, 2^e tiret, les mots « de cinquième année » sont remplacés par les mots « de quatrième année »;

6° Dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 3^e tiret est abrogé;

7° Le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne les langues modernes, les évaluations externes non certificatives sont organisées selon les modalités suivantes :

- 1° Tous les trois ans, il est organisé une évaluation externe non certificative pour l'ensemble des élèves de quatrième année de l'enseignement secondaire portant sur la première langue moderne;
- 2° Après avis de la Commission de pilotage, le Gouvernement peut décider d'organiser une ou plusieurs évaluations externes non certificatives supplémentaires portant sur la maîtrise de la deuxième et, le cas échéant, de la troisième langue moderne étudiée;
- 3° Dans le cadre des évaluations externes non certificatives visées au présent alinéa, des épreuves spécifiques sont destinées aux élèves suivant l'enseignement en immersion tel que défini par le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique ».

8° Le paragraphe 3 est abrogé;

9° Dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « entre le 15 et le 30 novembre » sont remplacés par les mots « entre le 1^{er} et le 31 octobre »;

10° Le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 2. Dans le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, l'intitulé du titre III/1 est remplacé par ce qui suit :

*« Titre III/I. – De l'organisation des épreuves externes certificatives communes
au terme de la troisième étape du continuum pédagogique »*

Art. 3. Dans l'article 36/1 du même décret, les mots « une épreuve certificative externe » sont remplacés par les mots « des épreuves certificatives externes communes, ci-après dénommées épreuves externes certificatives ».

Art. 4. Dans le même décret, l'article 36/2 est remplacé par ce qui suit :

« Article 36/2. – Tous les élèves inscrits en deuxième année commune ou dans l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune de l'enseignement ordinaire ou spécialisé de forme 4 ainsi qu'en troisième année de différenciation et d'orientation sont soumis à des épreuves externes certificatives intervenant dans la délivrance du certificat d'enseignement secondaire du premier degré au terme de la troisième étape du continuum pédagogique.

Ces épreuves externes certificatives sont également accessibles, sur la demande des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale et après avoir reçu l'avis du conseil de classe, à tout élève inscrit dans l'année complémentaire organisée à l'issue de la première année commune de l'enseignement ordinaire ou de l'enseignement spécialisé de forme 4, ainsi qu'à tout élève inscrit en deuxième ou troisième phase de l'enseignement spécialisé de forme 3.

Les inscriptions visées à l'alinéa précédent sont adressées à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, pour le 31 mars de l'année scolaire en cours.

Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles ces inscriptions sont introduites.

Art. 5. Dans l'article 36/3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

- 1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « L'épreuve certificative externe commune porte » sont remplacés par les mots « Les épreuves externes certificatives portent »;
- 2° L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Pour ce qui concerne l'année scolaire 2012-2013, les épreuves externes certificatives portent obligatoirement sur le français et la formation mathématique et, à titre expérimental, sur les langues modernes.

Pour ce qui concerne l'année scolaire 2013-2014, les épreuves externes certificatives portent obligatoirement sur le français, la formation mathématique et les langues modernes et, à titre expérimental, sur les sciences.

A partir de l'année scolaire 2014-2015, les épreuves externes certificatives portent sur le français, la formation mathématique, les langues modernes et les sciences.

Pour les années scolaires suivantes, le Gouvernement définit, après avis de la Commission de pilotage, la ou les autres disciplines sur lesquelles portent, le cas échéant, à titre expérimental ou à titre obligatoire, une ou des épreuves externes certificatives supplémentaires. »;

- 3° Dans le dernier alinéa, les mots « de l'épreuve certificative externe commune » sont remplacés par les mots « des épreuves externes certificatives ».

Art. 6. Dans l'article 36/4 du même décret, les mots « de l'épreuve certificative externe commune » sont remplacés par les mots « des épreuves externes certificatives ».

Art. 7. L'article 36/5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 36/5. – Pour l'épreuve externe certificative dont il est chargé, le groupe de travail remplit les missions suivantes :

- 1° Conception de l'épreuve externe certificative;
- 2° Elaboration des consignes de passation et de correction;
- 3° Définition des critères de correction et de réussite de l'épreuve;
- 4° Analyse et présentation des résultats;
- 5° Production d'un document proposant des pistes didactiques en lien avec l'épreuve externe certificative concernée.

Dans la présentation de l'épreuve externe certificative dont il est chargé, le groupe de travail veille à prendre en compte les situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices. »

Art. 8. Dans le même décret, il est inséré un article 36/5/1 rédigé comme suit :

« Article 36/5/1. § 1^{er}. Le groupe de travail analyse et présente les résultats de l'épreuve externe certificative dont il est chargé.

Cette présentation doit permettre :

- 1° d'apprécier tant le niveau de maîtrise de l'ensemble des compétences évaluées que celui de chacune d'entre elles, en prenant non seulement en considération le niveau moyen mais aussi la dispersion des résultats entre élèves et entre établissements scolaires;
- 2° d'apprécier le niveau de maîtrise atteint par les élèves en tenant compte des spécificités des publics scolaires.

Cette présentation ne doit en aucun cas permettre l'identification des élèves ou des établissements scolaires.

§ 2. Le groupe de travail produit un document proposant des pistes didactiques en lien avec l'épreuve externe certificative dont il est chargé.

Ce document doit aider les équipes pédagogiques :

- 1° à analyser les réponses et productions des élèves face aux items qui faisaient partie de l'épreuve externe certificative;
- 2° à améliorer la maîtrise des compétences évaluées, notamment à travers la mise en place d'activités permettant de pallier et d'anticiper les manquements constatés. »

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article 36/5/2 rédigé comme suit :

« Article 36/5/2. § 1^{er}. Les résultats et l'analyse des épreuves externes certificatives sont remis par les Présidents des groupes de travail au Président de la Commission de pilotage.

§ 2. Les résultats rendus anonymes sont également établis au niveau de l'ensemble des établissements d'une même zone et transmis aux conseils de zone par le Président de la commission de pilotage.

Le Président de la commission de pilotage assure la transmission des résultats aux responsables des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, pour ce qui les concerne. »

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un article 36/5/3 rédigé comme suit :

Article 36/5/3. § 1^{er}. Outre les résultats relatifs à l'ensemble de ses élèves ainsi qu'à chacun d'entre eux, chaque pouvoir organisateur et chaque établissement scolaire disposent des résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française qui lui sont communiqués, sous la présentation visée à l'article 36/5/1, par l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

La communication des résultats des épreuves externes certificatives est suivie de propositions qui peuvent prendre la forme d'outils pédagogiques visant à répondre aux difficultés décelées.

Chaque chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, veille à ce qu'il soit procédé à un travail d'analyse et d'exploitation des résultats avec, le cas échéant, l'aide du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la Cellule de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française, selon le cas. L'exploitation des résultats consiste notamment dans la construction et la mise en œuvre de stratégies pédagogiques ou organisationnelles susceptibles d'améliorer ces résultats.

Chaque chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, veille à ce que chaque parent ou personne investie de l'autorité parentale ait accès aux résultats de l'enfant dont il a la charge par rapport aux résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française.

Art. 11. Dans le même décret, il est inséré un article 36/5/4 rédigé comme suit :

« Article 36/5/4. § 1^{er}. Chaque établissement met les résultats de ses élèves à disposition des services d'inspection concernés et, selon le cas, du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la Cellule de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française concernée afin que ceux-ci, outre les résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française, disposent de l'ensemble des résultats des élèves de chaque établissement scolaire au sein desquels ils exercent leurs missions.

Les inspecteurs et les conseillers pédagogiques qui ont connaissance des résultats obtenus aux épreuves externes certificatives à l'issue de la troisième étape du continuum pédagogique sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Les services d'inspection concernés et les conseillers pédagogiques veillent à intégrer ces résultats aux apports de leurs propres investigations dans le cadre de leurs missions respectives d'évaluation du niveau des études et de conseil et de soutien pédagogiques. Ils apportent leur appui aux établissements scolaires dans l'analyse et l'exploitation des résultats.

§ 2. En ce qui concerne la transmission des résultats des élèves des établissements scolaires de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la Cellule de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française concernée, selon le cas, ne concerne que les établissements relevant, soit de l'enseignement organisé par la Communauté française, soit d'un pouvoir organisateur affilié à un organe de représentation et de coordination. Dans ce dernier cas, la transmission est subordonnée à l'accord donné par le pouvoir organisateur. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles le pouvoir organisateur fait part de cet accord. »

Art. 12. Dans l'article 36/6 du même décret, les mots « certificative externe commune » sont remplacés par les mots « externe certificative ».

Art. 13. Dans l'article 36/7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de l'épreuve certificative externe commune » sont remplacés par les mots « des épreuves externes certificatives ».

Art. 14. Dans l'article 36/8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'épreuve certificative externe commune » sont remplacés par les mots « aux épreuves externes certificatives »;
- 2° dans l'alinéa 2, les mots « à l'épreuve externe commune » sont remplacés par les mots « aux épreuves externes certificatives ».

Art. 15. L'article 36/9 du même décret, tel que complété par le décret du 12 juillet 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Article 36/9. § 1^{er}. Les résultats obtenus aux épreuves externes certificatives sont prises en considération par le conseil de classe, tel que défini à l'article 2, 12°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, lorsqu'il délivre le certificat d'enseignement secondaire du 1^{er} degré au terme de la troisième étape du continuum pédagogique.

§ 2. En cas de réussite d'une discipline visée par une des épreuves externes certificatives prévues aux articles qui précèdent, le conseil de classe considère que l'élève a atteint, pour la discipline concernée, la maîtrise des socles de compétences telle que prévue par le décret du 19 juillet 2001 précité dans le respect des dispositions définies aux articles 25, § 1^{er}, 3°; § 2, 1°; 26, § 1^{er}, 1°; 27, 1°; 30, § 2, 1° du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire.

§ 3. Le conseil de classe visé peut estimer que l'élève qui n'a pas satisfait ou qui n'a pas pu participer en tout ou en partie aux épreuves externes certificatives maîtrise les compétences attendues pour la ou les disciplines concernées pour autant que l'absence ou les absences soient justifiées conformément à l'article 32 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Le conseil de classe fonde sa décision, pour la ou les disciplines concernées, sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux ou trois années suivies au premier degré, un rapport circonstancié du ou des enseignants titulaires de la ou des disciplines concernées ainsi que, le cas échéant, le projet individualisé d'apprentissage accompagné des documents y afférant.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le conseil de classe fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

Le procès-verbal du conseil de classe est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du chef d'établissement et des membres du conseil de classe. Une liste reprenant les résultats des élèves ayant présenté l'épreuve externe certificative est jointe au procès-verbal.

Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du conseil de classe. »

Art. 16. Dans l'article 36/10 du même décret, les mots « de l'épreuve certificative externe commune » sont remplacés par les mots « des épreuves externes certificatives ».

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiodisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

Session 2012-2013.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 460-1. — Rapport, n° 460-2

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 mars 2013.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29281]

28 MAART 2013. — Decreet tot wijziging van de nadere regels voor de externe proeven bepaald bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 8 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, zoals aangevuld bij het decreet van 7 december 2007 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Tijdens het eerste jaar van de driejaarlijkse cyclus wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, georganiseerd, die betrekking heeft op de beheersing van het lezen en het produceren van geschreven stukken voor het geheel van de leerlingen van het derde jaar en het vijfde jaar van het lager onderwijs. »;

2° In § 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Tijdens het tweede jaar van de driejaarlijkse cyclus wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, georganiseerd, die betrekking heeft op de beheersing van wiskundige basishulpmiddelen voor het geheel van de leerlingen van het derde jaar en het vijfde jaar van het lager onderwijs. »;

3° § 1, vierde lid, wordt vervangen als volgt :

« Tijdens het derde jaar van de driejaarlijkse cyclus wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift georganiseerd, die betrekking heeft op de beheersing van sommige domeinen bepaald in artikel 16, § 3, tweede lid van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren voor het geheel van de leerlingen van het derde jaar en het vijfde jaar van het lager onderwijs. In dit kader zal een bijzondere aandacht geschonken worden aan de opvoeding door technologie en aan de wetenschappelijke opvoeding alsook aan de structuur van tijd en ruimte en de eerste sensibilisatie, daarna aan de initiatie tot geschiedenis en aardrijkskunde ».

4° In § 1 wordt het vijfde lid opgeheven;

5° In § 2, tweede lid, tweede streepje, worden de woorden « van het vijfde jaar » vervangen door de woorden « van het vierde jaar »;

6° In § 2, tweede lid, wordt het derde streepje opgeheven;

7° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Wat de moderne talen betreft worden de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift volgens de volgende nadere regels georganiseerd :

1° Om de drie jaar wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift georganiseerd voor het geheel van de leerlingen van het vierde jaar van het secundair onderwijs met betrekking tot de eerste moderne taal;

2° Na advies van de Sturingscommissie kan de Regering beslissen om één of meer bijkomende externe evaluaties te organiseren die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift en die betrekking hebben op de beheersing van de tweede en, in voorkomend geval, van de derde gestudeerde moderne taal;

3° In het kader van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, zoals bedoeld in dit lid, worden de specifieke proeven bestemd voor de leerlingen die het taalbadonderwijs volgen, zoals bepaald bij het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs ».

8° § 3 wordt opgeheven;

9° In § 4, eerste lid, worden de woorden « tussen 15 en 30 november » vervangen door de woorden « tussen 1 en 31 oktober »;

10° § 5 wordt opgeheven.

Art. 2. In het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt het opschrift van titel III/I vervangen als volgt :

« Titel III/I.- De organisatie van de gemeenschappelijke externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift op het einde van de derde fase van het pedagogisch continuüm ».

Art. 3. In artikel 36/1 van hetzelfde decreet, worden de woorden « een externe proef bekrachtigd door een getuigschrift » vervangen door de woorden « de gemeenschappelijke externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift, hierna de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift ».

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt artikel 36/2 vervangen als volgt :

« Art. 36/2. Alle leerlingen die ingeschreven zijn in het tweede gemeenschappelijke jaar of in het aanvullende jaar georganiseerd op het einde van het tweede gemeenschappelijke jaar van het gewoon onderwijs of het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, alsook in het derde differentiatie- en oriëntatiejaar, worden onderworpen aan externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift die in aanmerking komen voor de uitreiking van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de eerste graad op het einde van de derde fase van het pedagogisch continuüm.

Deze externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift zijn ook toegankelijk, op aanvraag van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent en na het advies van de klassenraad te hebben ingewonnen, voor elke leerling ingeschreven in het aanvullende jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar van het gewoon onderwijs of het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, alsook voor elke leerling ingeschreven in de tweede of derde fase van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3.

De inschrijvingen bedoeld in het vorige lid worden bezorgd aan de Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek voor 31 maart van het lopende schooljaar.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke deze inschrijvingen ingediend worden.

Art. 5. In artikel 36/3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De externe gemeenschappelijke proef bekrachtigd door een getuigschrift heeft betrekking » vervangen door de woorden « De externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift hebben betrekking »;

2° Het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Voor wat betreft het schooljaar 2012-2013 hebben de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift noodzakelijkerwijze betrekking op het Frans en de wiskundige opleiding en, bij wijze van proef, op de moderne talen.

Voor wat betreft het schooljaar 2013-2014 hebben de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift noodzakelijkerwijze betrekking op het Frans, de wiskundige opleiding en de moderne talen en, bij wijze van proef, op de wetenschappen.

Vanaf het schooljaar 2014-2015 hebben de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift betrekking op het Frans, de wiskundige opleiding, de moderne talen en de wetenschappen.

Voor de volgende schooljaren bepaalt de Regering, na advies van de Sturingscommissie, het (de) andere vak (en) waarop, desgevallend, één of meer aanvullende externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift, bij wijze van proef, betrekking hebben. »;

3° In het laatste lid worden de woorden « de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift » vervangen door de woorden « de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift ».

Art. 6. In artikel 36/4 van hetzelfde decreet worden de woorden « van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift » vervangen door de woorden « van de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift ».

Art. 7. Artikel 36/5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 36/5. Voor de externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee de werkgroep belast wordt, vervult deze werkgroep de volgende opdrachten :

1° Conceptie van de externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift;

2° Uitbouw van de richtlijnen voor het afnemen en de verbetering van de proef;

3° Definitie van de criteria voor de verbetering en het slagen voor de proef;

4° Analyse en voorstelling van de resultaten;

5° Productie van een document met didactische richtlijnen in verband met de betrokken externe evaluatie die bekrachtigd wordt met een getuigschrift.

In de voorstelling van de externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee de werkgroep belast wordt, zorgt deze voor de inachtneming van de bijzondere toestanden van de leerlingen die aan sensorïële en/of motorische afwijkingen lijden. »

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een artikel 36/5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36/5/1. § 1. De werkgroep analyseert en stelt de resultaten voor van de externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee hij belast wordt.

Deze voorstelling moet het mogelijk maken om :

1° zowel het niveau van beheersing van het geheel van de geëvalueerde vaardigheden als het niveau van beheersing van elke vaardigheid te beoordelen, waarbij niet alleen het gemiddelde niveau maar ook de verspreiding van de resultaten onder de leerlingen en de schoolinrichtingen in aanmerking worden genomen;

2° het niveau van de beheersing te beoordelen dat bereikt wordt door de leerlingen rekening houdend met de eigenaardigheden van de schoolbevolkingen.

Deze voorstelling mag in geen enkel geval de identificatie van de leerlingen of van de schoolinrichtingen toelaten.

§ 2. De werkgroep produceert een document met didactische richtlijnen in verband met de externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee hij belast is.

Dit document moet de pedagogische teams helpen om :

1° de antwoorden en de producties van leerlingen te analyseren ten aanzien van de items die deel uitmaken van de externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift;

2° de beheersing van de geëvalueerde vaardigheden te verbeteren, inzonderheid met de organisatie van activiteiten met het oog op het verhelpen en het voorkomen van de vastgestelde leemten.

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel 36/5/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36/5/2. § 1. De resultaten en de analyse van de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden door de Voorzitters van de werkgroepen aan de Voorzitter van de Sturingscommissie gestuurd.

§ 2. De anonieme resultaten worden ook opgemaakt op het gebied van het geheel van de inrichtingen van eenzelfde zone en aan de Zoneraden verstuurd door de voorzitter van de Sturingscommissie.

De Voorzitter van de Sturingscommissie zorgt voor de versturing van de resultaten aan de verantwoordelijken van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten voor wat hen betreft.

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een artikel 36/5/3 ingevoegd, luidend als volgt :

Art. 36/5/3. § 1. Naast de resultaten van het geheel van zijn leerlingen alsook die van elk onder hen, beschikken iedere inrichtende macht en elke schoolinrichting over de globale resultaten van al de leerlingen van de Franse Gemeenschap die haar worden meegedeeld, onder de voorstelling bedoeld in artikel 36/5/1 door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De mededeling van de resultaten van de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift, wordt gevolgd door voorstellen in de vorm van pedagogische hulpmiddelen die ten doel hebben aan de ontdekte moeilijkheden te beantwoorden.

Elk inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en elke inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, zorgen ervoor dat de resultaten geanalyseerd en verwerkt worden met, in voorkomend geval, de hulp van de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de Cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs naargelang het geval. Het verwerken van de resultaten bestaat inzonderheid in het ontwikkelen en de invoering van pedagogische of organisatorische strategieën die deze resultaten zouden kunnen verbeteren.

Elk inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en elke inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, zorgen ervoor dat elke ouder of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, toegang hebben tot de resultaten van het kind waarvoor hij zorg op zich neemt in vergelijking met de globale resultaten van het geheel van de leerlingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel 36/5/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36/5/4. § 1. Elke inrichting stelt de resultaten van haar leerlingen ter beschikking van de betrokken inspectiediensten en, naargelang het geval, van de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of van de Cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs zodat deze, naast de globale resultaten van het geheel van de leerlingen van de Franse Gemeenschap, over het geheel van de resultaten van de leerlingen beschikken van elke schoolinrichting waarin ze hun opdrachten uitoefenen.

De inspecteurs en de pedagogische adviseurs die de resultaten kennen van de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift na het einde van de derde fase van het pedagogisch continuüm, zijn tot het beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De betrokken inspectiediensten en de pedagogische adviseurs zorgen ervoor dat deze resultaten geïntegreerd worden in het inbrengen van hun eigen onderzoeken in het kader van hun respectievelijke opdrachten van evaluatie betreffende het studieniveau en van de pedagogische raadgeving en begeleiding. Ze verlenen hulp aan schoolinrichtingen voor de analyse en het verwerken van resultaten.

§ 2. Wat betreft de mededeling van de resultaten van de leerlingen van schoolinrichtingen die één per één beschouwd worden, heeft de mededeling aan de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of de Cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, naargelang het geval, slechts betrekking op de inrichtingen die behoren ofwel tot het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, ofwel tot een inrichtende macht aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan. In dit geval wordt de mededeling onderworpen aan de toestemming van de inrichtende macht. De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke de inrichtende macht deze toestemming mededeelt. »

Art. 12. In artikel 36/6 van hetzelfde decreet worden de woorden »gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift » vervangen door de woorden « externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift ».

Art. 13. In artikel 36/7, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift » vervangen door de woorden « van de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift ».

Art. 14. In artikel 36/8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « op de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift » vervangen door de woorden « op de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift »;
- 2° in het tweede lid worden de woorden « bij de gemeenschappelijke externe proef » vervangen door de woorden « bij de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift ».

Art. 15. Artikel 36/9 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 12 juli 2012, wordt vervangen als volgt :

« Art. 36/9. § 1. De resultaten bij de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden in aanmerking genomen door de klassenraad, zoals bepaald in artikel 2, 12°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs wanneer hij het getuigschrift voor secundair onderwijs van de eerste graad uitrekt op het einde van de derde fase van het pedagogisch continuüm.

§ 2. Ingeval een leerling voor een vak bedoeld door één van de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift bedoeld in de voorafgaande artikelen slaagt, acht de klassenraad dat de leerling, voor het betrokken vak, de basisvaardigheden beheerst zoals bedoeld in het voornoemde decreet van 19 juli 2001 met inachtneming van de bepalingen bedoeld in de artikelen 25, § 1, 3°; § 2, 1°; 26, § 1, 1°; 27, 1°; 30, § 2, 1° van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs.

§ 3. De bedoelde klassenraad kan van mening zijn dat de leerling die niet geslaagd is of die niet heeft kunnen deelnemen aan een deel of het geheel van de externe proeven bekrachtigd met een getuigschrift, de verwachte vaardigheden voor het (de) betrokken vakken beheerst voor zover de afwezigheid (-heden) verantwoord is (zijn) overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De klassenraad neemt zijn beslissing voor het (de) betrokken vak(ken) op basis van een dossier waarin vervat zijn een afschrift van de rapporten van de twee tot drie jaren gevolgd in de eerste graad, een omstandig verslag van de leraar of leerkrachten die titularis is (zijn) van het (de) betrokken vak(ken) alsook, desgevallend, het geïndividualiseerde leerproject met de erbij horende documenten.

Wanneer een leerling het secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap sedert minder dan twee jaar volgt, is het afschrift van de rapporten van één schooljaar voldoende.

De klassenraad voegt bij het dossier elk ander element dat hij nodig acht.

Het proces-verbaal van de klassenraad wordt opgenomen in een ad hoc register en draagt de handtekening van het inrichtingshoofd en van de leden van de klassenraad. Een lijst met de resultaten van de leerlingen die de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift hebben afgelegd, wordt bij het proces-verbaal gevoegd.

Er wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze lijst aan de Diensten van de Regering bezorgd binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de klassenraad.

Art. 16. In artikel 36/10 van hetzelfde decreet worden de woorden « van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift » vervangen door de woorden « van de externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift ».

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 460-1. — Verslag nr. 460-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 maart 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29286]

28 FEVRIER 2013. — Décret portant diverses dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française. — Erratum

Dans les articles 98 à 101 du décret du 28 février 2013 portant diverses dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française, publié dans le *Moniteur belge* n° 101 du 4 avril 2013 à la page 20.823, les mots « chapitre XI/1 » doivent chaque fois être remplacés par les mots « chapitre X/1 ».

Dans le décret susmentionné, il y a lieu de lire in fine, Bruxelles, le 28 février 2013 en lieu et place de Bruxelles, le 28 février 2012.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29286]

28 FEBRUARI 2013. — Decreet houdende verschillende statutaire bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. — Erratum

In de artikelen 98 tot 101 van het decreet van 28 februari 2013 houdende verschillende statutaire bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* nr. 101 van 4 april 2013, op bladzijde 20.849, worden de woorden « hoofdstuk XI/1 » telkens vervangen door de woorden « hoofdstuk X/1 ».

In het boven vermelde decreet moet in de Franse tekst, in fine, « Bruxelles, le 28 février 2013 » worden gelezen in plaats van « Bruxelles, le 28 février 2012 ».